



Pomme de terre

hebdo

LE JOURNAL DE LA POMME DE TERRE - n°1307 - 2 décembre 2021

À DÉCOUVRIR

Pommes de terre

1

Légère baisse de la production dans le nord-ouest européen

Labels environnementaux

2

La jungle des labels, qu'en est-il de l'affichage environnemental ?

Débat

3

« Il n'est pas possible de faire de l'agriculture sans eau »

Marchés

4

Un commerce national plus soutenu

DOSSIER DU MOIS



Conseils pour la gestion de la récolte et du stockage

En savoir plus sur cnipt.fr

Pomme de terre hebdo est 100 % numérique.

Pour le recevoir par mail, veuillez vous inscrire sur cnipt.fr dans l'onglet « Newsletter ».

POMMES DE TERRE

Légère baisse de la production dans le nord-ouest européen

La superficie de pommes de terre dans la zone NEPG* est passée de 522 000 à 498 000 hectares en 2021, soit un recul d'environ 24 000 hectares. L'association estime que la production des quatre pays de la zone Europe du nord-ouest devrait être d'environ 22,7 millions de tonnes, soit 700 000 tonnes de moins qu'en 2020.

Seule la Belgique connaît une hausse de sa production (4,4 millions de tonnes, + 2,2 %). L'Allemagne (8,3 MT, - 2,6 %), la France (6,6 MT, - 3,2 %) et les Pays-Bas (3,2 MT, - 12,1 %) sont en recul. « Cette baisse, associée à la reprise de la plupart des flux d'exportation de produits transformés, conduit à un certain équilibre entre l'offre et la demande actuelles » estime le NEPG. D'autant que le nord-ouest européen a dû faire face à des conditions de récoltes lentes et difficiles. L'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique ont en effet connu un des étés les plus humides de ces dernières décennies.

Seule la France n'a pas été touchée par ces conditions climatiques, et la récolte nationale de pommes de terre a été plutôt facile et assez rapide. Cette situation aura des conséquences sur la qualité de la production. Si glo-

bablement, les rendements bruts sont « moyens à bons », les rendements nets seront en retrait « en raison d'un nombre considérable de pertes aux champs (dégâts liés aux précipitations), de problèmes physiologiques (cœurs creux, fissures de croissance et pommes de terre fendues), ou encore à cause de problèmes de stockage qui apparaissent dans certains cas ». Toutefois, l'industrie, qui a grand besoin de toutes les pommes de terre, « réceptionne jusqu'à main-

tenant la plupart des tubercules sans faire trop de difficultés » constate le NEPG. Enfin, « l'augmentation des coûts de production, la hausse des prix des céréales et l'incertitude quant aux prix contractuels pourraient influencer la superficie de pommes de terre en 2022 ». Pour que les volumes soient au rendez-vous, le NEPG estime « que les prix contractuels pour 2022/2023 devraient augmenter d'au moins 30 à 40 €/t pour mériter d'être considérés par les producteurs de pommes de terre. Si ce n'est pas le cas, la diminution des surfaces pommes de terre pourrait être la solution

« L'augmentation des coûts de production, la hausse des prix des céréales et l'incertitude quant aux prix contractuels pourraient influencer la superficie de pommes de terre en 2022 »

pour améliorer la situation financière des producteurs ».

Olivier MASBOU

*Association des producteurs de pommes de terre du nord-ouest européen

LABELS ENVIRONNEMENTAUX

La jungle des labels, qu'en est-il de l'affichage environnemental ?

Comment se repérer au milieu de tous les indicateurs des produits alimentaires ? Que se cache-t-il derrière ces logos ? Sont-ils un gage de confiance et de qualité ?

À l'heure où de multiples référentiels de qualité cherchent à assurer au consommateur un produit sain, respectueux de l'environnement et qui rémunère le producteur au juste prix, un nouvel indicateur sur l'impact environnemental sera proposé par le Ministère de la Transition écologique après une expérimentation 2020-2021.

L'affichage environnemental, kézako ?

L'affichage environnemental fait suite à la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (loi AGEC). Le ministère de la Transition écologique propose une expérimentation pour définir un dispositif qui permettrait d'évaluer l'impact environnemental d'un produit sur l'ensemble de son cycle de vie. Une fois le dispositif établi avec des référentiels adaptés pour chaque famille de produit, un visuel permettra d'accompagner le consommateur dans son acte d'achat.



IMPACT ENVIRONNEMENTAL

L'outil doit être suffisamment robuste pour refléter un affichage environnemental réaliste. C'est pourquoi l'indicateur se base sur l'analyse du cycle de vie (ACV) qui permet d'analyser l'impact environnemental à toutes les étapes de vie d'un produit.

Une étude au service de l'arbitrage politique

L'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI) a été mandaté pour réaliser une étude au sujet de [l'affichage environnemental](#). Elle a pour objectifs d'apporter des éléments et une vision sur l'affichage environnemental pour que les décideurs politiques puissent construire un indicateur fiable.

Selon cette étude, l'ACV présente des limites qui devront être levées par des arbitrages politiques. En effet, certains enjeux environnementaux et sanitaires sont actuellement mal représentés dans l'ACV. De plus, la construction d'un

indicateur multi-critères impose d'établir une hiérarchisation entre les différents enjeux. Par exemple : les questions entre le climat et la biodiversité ou encore les visions divergentes envers la notion du système agricole durable. Actuellement, il existe déjà deux indicateurs environnementaux : l'éco-score et le planet-score, qui ont pour objectif commun de sensibiliser et d'orienter le consommateur dans son choix. L'étude démontre pourtant qu'il existe déjà des points communs et des divergences entre ces deux indicateurs.



De plus un besoin préalable se fait ressentir pour trouver un accord collectif sur une hiérarchisation des labels et de leur valeur dans l'affichage environnemental.

Beaucoup de démarches et peu de visibilité, comment s'y retrouve-t-on ?

Dans la continuité de l'article sur [Les signes officiels de la qualité et de l'origine en pommes de terre](#) où l'on retrouve l'ensemble des labels utilisés uniquement en pommes de terre sur le marché du frais, on peut ajouter les démarches multi-filières...

Un rapport publié récemment par trois organisations (Basic, Greenpeace et WWF) sur [l'Étude de démarches de durabilité dans le domaine alimentaire](#) cherche à évaluer 11 démarches françaises (dont l'agriculture biologique, zéro résidu de pesticides ou encore haute valeur environnementale) afin de donner une meilleure lisibilité au consommateur. Un guide en ligne a été mis à disposition à la suite des résultats de l'étude : <https://www.guide-labels-alimentaires.com>

Ce rapport met en avant un écart significatif entre les différentes démarches et les réels bénéfices environnementaux et socio-économiques constatés. Ainsi, l'une des recommandations proposées et destinées aux pouvoirs publics, est de compléter le travail entamé par le Ministère de la Transition écologique sur l'affichage environnemental. Reste à savoir quels sont les labels qui seront mis en avant dans ce nouvel indicateur... ■

Benjamin LOUVRIER - CNIPT

DÉBAT

« Il n'est pas possible de faire de l'agriculture sans eau »

« Green Deal, loi Climat, réforme de la PAC. L'eau grande absente du défi climatique européen ? » : tel est le titre du colloque organisé le 30 novembre par le Cercle français de l'eau (CFE). « Il n'est pas possible de faire de l'agriculture sans eau » a rappelé Julien Denormandie, ministre de l'Agriculture, en ouvrant les débats. « Il faut construire une vision agricole de l'eau, dans le respect des autres usages et des milieux, mais avec détermination » a-t-il ajouté. « C'est tout le sens du Varenne de l'eau ». Le ministre a insisté sur la nécessité de la concertation, à condition qu'elle ne dure pas « des années ». « Concerter oui, mais décider. Et à la fin, la décision doit être respectée par tous » a-t-il martelé. Vice-président de Chambres d'agriculture France en charge de ce dossier de l'eau, Luc Servant a rappelé les efforts réalisés par la profession agricole sur cette question de la gestion de la ressource en eau. Il interroge la société : « Qu'attend-on de

l'agriculture ? », a-t-il demandé, en rappelant l'impératif de souveraineté alimentaire. Il demande à ce que les agriculteurs ne soient pas privés de capacités de stockage, surtout quand les nappes phréatiques sont pleines. « Il faut trouver un protocole, un équilibre », a-t-il ajouté. Alban Thomas, directeur scientifique adjoint "Environnement" à l'INRAE a présenté les scénarios possibles en termes d'accessibilité à l'eau et de transformation agroécologique. Il est ainsi possible d'ajuster les sources d'approvisionnement en eau sans toucher aux pratiques culturales. Pour ce faire, on peut jouer sur le calendrier de l'irrigation, ou sur les dates de semis. On peut également, mais c'est plus contraignant, agir sur le changement des variétés, ou de repenser certains itinéraires et systèmes culturaux. Le troisième scénario est le plus radical : « Il suppose l'abandon de productions dans certaines zones ». ■

Les agriculteurs ne doivent pas être privés de capacités de stockages.

Olivier MASBOU

AGENDA

Compte tenu des incertitudes liées à la crise sanitaire, des manifestations sont susceptibles d'être reportées ou annulées.

2 et 3 décembre
Congrès Fedepom
Tours
www.fedepom.fr

7 Décembre 2021
Congrès FN3PT
Marcoussis (Essonne)
www.plantdepommedeterre.org

10 Décembre 2021
AG GIPT
Paris
www.gipt.net

12 Janvier 2021
AG CNIPT
Paris
www.cnipt.fr

2 février 2021
Journée technique nationale Pomme de terre
Paris
www.evenements-arvalis.fr

EN BREF...

Installation

Farming Simulator, un tournoi pour découvrir les métiers de l'agriculture

Le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation lance « Farming Simulator : le Tournoi », une compétition d'e-sport sur le jeu vidéo « Farming Simulator » pour donner envie à des jeunes de s'intéresser aux métiers de l'agriculture. Le tournoi est ouvert à tous et se déroulera en deux étapes, une phase de qualification puis la grande finale prévue le 6 décembre et retransmise en direct sur Twitch. Cette opération lancée par le gouvernement, à l'heure où un agriculteur sur deux sera en âge de partir en retraite dans les 10 prochaines années, est encourageante. L'objectif de ce tournoi est d'inciter les joueurs à se renseigner sur les métiers de l'agriculture et de l'alimentation.

Politique

Assurance récolte, c'est parti

Le projet de loi « portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture » a été présenté en Conseil des ministres le 1er décembre. « La réforme de l'assurance récolte doit permettre de mettre fin à un modèle actuel qui ne protège pas suffisamment les agriculteurs, particulièrement face à la récurrence et la violence des aléas liés au changement climatique » annonce le communiqué du Conseil. Le texte prévoit la mise en place d'un système de couverture des risques en cas d'aléas exceptionnels qui sera accessible à tous les agriculteurs, indépendamment de leurs types de production, à l'inverse du système actuel des calamités agricoles. Toutefois, ce régime n'est pas obligatoire. Il disposera d'un financement public de 600 millions

d'euros par an. Le projet de loi sera examiné à partir de la mi-janvier 2022 par l'Assemblée nationale puis par le Sénat.

Manifestation

Deuxième édition des Journées Nationales de l'Agriculture

La deuxième édition des Journées Nationales de l'Agriculture se tiendra les 17, 18 et 19 juin 2022. Partout en France, des visites libres ou commentées d'exploitations, des plus traditionnelles aux plus innovantes, des ateliers pédagogiques de sensibilisation à l'environnement et au travail de la terre, des dégustations des produits de la ferme, des tables rondes et discussions autour des enjeux de l'agriculture de demain seront proposés au public. En 2021, la première édition s'était déroulée avec plus de 900 sites participants et plus de 100 000 visiteurs.



: Pour les internautes, cliquez sur les liens pour en savoir plus

LES MARCHÉS PHYSIQUES

Cotations France (RNM)

En €/tonne

Marché français - Stade expédition - Semaine 47

Variétés de consommation courantes

Bintje France non lavée cat. II 40-75 mm filet 25 kg	208 (↗)
Agata France lavée cat. I 50-75 mm carton 12,5 kg	530 (=)
Div.var.cons France non lavée cat.II 40-75 mm filet 25 kg	210 (=)
Div.var.cons France lavée cat.I 40-75 mm filet 10 kg consommation	300 (=)

Variétés à chair ferme

Charlotte France lavée cat.I +35mm filet 2,5kg	670 (↗)
Rouge France lavée cat. I + 35 mm filet 2,5 kg	688 (↘)

Marché français Bio-Stade expédition - Semaine 47

Conservation France biologique	1080 (↘)
--------------------------------	----------

Export-Stade expédition - Semaine 47

Agata lavée cat.I +40 mm filet 10 kg consommation	290 (↗)
Agata France lavable cat.I 40-70 mm sac 1 tonne	230 (↗)
Div.var.cons France lavable cat.I +45 mm sac 1 tonne	nc.
Div.var.cons France lavable cat.I 40-70 mm sac 1 tonne	200 (=)
Monalisa France lavable cat.I +45 mm sac 1 tonne	230 (↗)
Rouge div.var.cons France lavable +45 mm sac 1 tonne	190 (=)

Rungis - Semaine 47

Charlotte France cat. I carton 12,5 kg	800 (=)
Div. var. cons France lavée cat. I 40-70 mm sac 10 kg	400 (=)
Div. var. cons France non lavée cat. I 40-70 mm sac 10 kg	300 (=)

N.B.: entre parenthèses, la tendance du marché.

Indice mensuel des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) base 100 en 2015

	Septembre	
	2021	Variation en % sur un an
Indice mensuel général	112,3	+ 11

Source : INSEE

Indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) base 100 en 2015

	Septembre	
	2021	Variation en % sur un an
Pommes de terre	214,4	+ 17

Source : INSEE

Cotations des courtiers assermentés - lavabilité 7,5, vrac nu, départ ferme (€/T)

	Semaines 45 et 46	
	2021	Variation en % sur un an
Consommation polyvalente	214 (↗)	
Chair ferme blanche	270 (↗)	
Chair ferme rouge	331 (↗)	

Source : Courtiers assermentés français

Indice des prix à la consommation (IPC) base 100 en 2015

	Octobre	
	2021	Variation en % sur un an
Pommes de terre	119,24	+ 2

Source : INSEE

Prix au détail en GMS - €/kg

	Septembre 2021	Variation en % vs 2019
Conservation France lavée filet 5kg	0,76	- 1
Four, frites ou purée de conservation France filet 2,5kg	1,12	- 1
Vapeur ou rissolée de conservation France filet 2,5kg	1,25	- 4

Source : RNM

Cotations marchés étrangers

En €/tonne

Pays-Bas (cotation NAO + VTA) - Semaine 47

Frites 40 mm+	115-170 (=)
NAO Export 40 mm, vrac fritable	150-170 (=)

Belgique (Fiwap/PCA) - Semaine 47

Fontane, Challenger (tout venant 35 mm+, vrac, départ)	120-130 (=)
--	-------------

Grande-Bretagne (Cours BPC) - Semaine 46

Prix moyen marché libre, départ ferme (sac ou vrac), toutes variétés	nc.
--	-----

Un commerce national plus soutenu

Le commerce national semble plus soutenu en lien avec les températures fraîches du moment. Les mises en avant se multiplient sur des offres premium mais également sur des pommes de terre adaptées aux plats de saison. Quelques problèmes de qualité peuvent être signalés dans des points de vente, à cause notamment d'une gestion inadaptée du produit de la part du personnel. A l'export, le marché reste à deux vitesses. Les pommes de terre les plus qualitatives connaissent un écoulement fluide des ventes, contrairement aux autres produits où le rythme commercial est plus disparate.

Veille internationale (semaine 47 - sources : World Potato Markets et Business France)

Pologne : la récolte de 2021 est estimée à 7,4 millions tonnes, selon l'institut nationale polonaise IERIGZ-NRI, soit 7,6 % de moins qu'en 2020. La baisse est le résultat d'une baisse des rendements de 8,7 % à 31,5 tonnes/hectare. La qualité des offres est également très impactante (les analystes s'attendent à une commercialisation qui se ferait seulement à hauteur de 70 %).

Espagne : selon le Ministère de l'Agriculture Espagnole, 2,1 millions de tonnes seront récoltées en 2021, soit + 3 % par rapport à 2020. Les rendements moyens sont évalués à 32,2 T/ha (+ 3,3 % par rapport à 2020), avec des surfaces stables à 65 387 ha.

Italie : le prévisionnel de production est de 1,16 M de tonnes (+ 5 % par rapport à 2020) selon l'Institut National mais d'après des opérateurs de la filière, les volumes seront proches, voire inférieurs, à ceux de l'année précédente. Cela s'explique notamment par le manque d'eau observé cet été qui a impacté à la baisse les rendements nationaux.

Editeur CNIPT

43-45 rue de Naples

75008 Paris

Tél: 01 44 69 42 10

Fax: 01 44 69 42 11

Directrice de publication

Rédactrice en chef:

Florence Rossillion

Conception graphique:

Aymeric Ferry

Dépôt légal: à parution

ISSN n° 0991-3351

